

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 17/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

COLLECTE LAIT SARREBOURG (ex. NICOLAIT)

Rue de l'étang
BP 20057
57400 Sarrebourg

Références : SARREBOURG_COLLECTE-LAIT_2025-07-17_RAPVI-Pollution_MT_01617
Code AIOT : 0006201828

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2025 dans l'établissement COLLECTE LAIT SARREBOURG (ex. NICOLAIT) implanté Rue de l'étang BP 20057 57400 Sarrebourg. L'inspection a été annoncée le 26/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contactée par la police de l'eau la veille, la société collecte lait a signalé le 23 mai 2025 à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, une pollution au fuel dans la Sarre en aval du site. Les sources de cette pollution sont d'anciennes cuves à fuel présentes au sous-sol de maisons désaffectées situées dans le périmètre d'autorisation de la société collecte lait.

A cet effet, l'inspection des installations classées a diligenté une visite d'inspection sur site en compagnie de l'office français de la biodiversité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COLLECTE LAIT SARREBOURG (ex. NICOLAIT)
- Rue de l'étang BP 20057 57400 Sarrebourg
- Code AIOT : 0006201828
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Basée à Sarrebourg (57), l'entreprise COLLECTE LAIT SARREBOURG (anciennement Nicolait) exerce une activité de collecte et de distribution de lait. Depuis 2006, la transformation du lait en produits laitiers (beurres, crèmes, yaourts..) a été arrêtée sur ce site. Par arrêté préfectoral n°2013_DLP_BUPE_209 du 17 juillet 2013, elle est autorisée à exploiter ses installations sur ce site de Sarrebourg.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration et rapport d'incident	Arrêté Préfectoral du 17/07/2013, article 2.5.1	Sans objet
2	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 17/07/2013, article 4.3.11	Sans objet
3	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 19/07/2013, article 7.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que les cuves des maisons désaffectées de la société collecte lait Sarrebourg à l'origine de la pollution au fuel (irisation) dans la sarre le 22 mai 2025 ne sont pas des installations classées pour la protection de l'environnement.

En conséquence, bien qu'elles soient dans le périmètre de l'autorisation ICPE de la société, elles ne relèvent pas du champ de contrôle de l'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration et rapport d'incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2013, article 2.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration et rapport d'incident
Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'Inspection des Installations Classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'Inspection des Installations Classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous quinze jours à l'Inspection des Installations Classées.

Constats :

La pollution, par irisation de fuel dans la Sarre (rivière) survenue le 21 mai 2025, dont l'origine est le déversement de fuel de cuves situées deux bâtiments désaffectés du périmètre ICPE de la société Collecte Lait, est un incident.

Par mail du 26 mai, l'inspection des installations classée a demandé un rapport d'incident à l'exploitant de cette société.

Par courriel du 27 juin 2025, l'exploitant a transmis le rapport d'incident décrivant notamment les circonstances, les causes de l'incident survenu et les mesures envisagées pour éviter un incident similaire à long terme.

Aucun effet sur les personnes n'a été signalé et aucune mortalité piscicole dans la Sarre n'a été signalée par l'office français de la biodiversité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2013, article 4.3.11

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Constats :

Les maisons désaffectées, quand bien même dans le périmètre autorisée des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) de la société collecte lait Sarrebourg, sont non classées au titre de la nomenclature des ICPE. Elles n'ont aucun lien avec les installations et leur vocation était de loger du personnel de la société.

Par conséquent, le premier alinéa de la prescription ne s'applique pas à ces maisons désaffectées.

Pour autant, le deuxième alinéa de la prescription, plus générale s'applique à l'ensemble du périmètre ICPE de la société.

Le fuel a rejoint les eaux pluviales par le drainage présent aux abords des maisons.

D'après le plan des réseaux fourni par l'exploitant, les eaux pluviales des maisons désaffectées rejoignent les eaux pluviales de l'aire de lavage, lesquelles sont passées en amont dans un séparateur d'hydrocarbures. Ces dernières pouvant être rejetées ainsi (du fait de leur passage en séparateur d'hydrocarbure) dans le milieu naturel, il en ressort qu'il n'y a pas de liaisons directes entre les eaux des maisons désaffectées et des eaux polluées ou potentiellement polluées des installations classées de la société.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2013, article 7.1

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologique

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise, sous sa responsabilité, les mesures appropriées pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Constats :

La pollution (irisation au fuel) dans la Sarre provient du déversement de fuel d'anciennes cuves de fuel, qui servaient au chauffage des anciennes maisons d'habitation dans le périmètre de la société Collecte lait Sarrebourg. Ces maisons, inoccupées depuis 2008 d'après l'exploitant, permettaient à une partie du personnel d'habiter sur le site. Ces maisons sont séparées des installations de la société par un grillage.

La visite sur site a permis de constater que ces maisons désaffectées ne sont pas des installations classées, bien qu'elles soient dans le périmètre ICPE de la société Collecte Lait. Par conséquent, la prescription ne s'applique pas à ces dernières.

Pour autant, l'exploitant a mis en place un plan d'action pour détecter, et corriger les écarts éventuels, notamment l'évacuation des cuves de fuel par une société extérieure (bon de commande n° 2025087 transmis à l'inspection des installations classées).

Type de suites proposées : Sans suite